

Pour une vision réaliste des relations interlinguistiques

Louis-Philippe Brochu

Numéro 70, automne 2017

Faudra-t-il toujours lutter pour le français ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86914ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brochu, L.-P. (2017). Pour une vision réaliste des relations interlinguistiques. *L'Inconvénient*, (70), 38–40.

POUR UNE VISION RÉALISTE DES RELATIONS INTERLINGUISTIQUES

Louis-Philippe Brochu

Toutes les langues sont meurtrières, aucune n'est pérenne. Il en va de même pour les peuples qui les ont enfantées et qu'elles enfantent à leur tour. Or, si les relations entre les individus et les communautés politiques ont connu une relative pacification à travers le développement de régimes normatifs limitant le recours à la violence comme moyen de règlement des différends interpersonnels et internationaux, on ne peut en dire autant de la mer toujours tempétueuse des idiomes qui se disputent les cœurs et les esprits. Il est un fondement simple à cette froide réalité : les langues, en plus d'être le souffle à travers lequel s'articulent les identités, sont un instrument de pouvoir, et c'est par leur truchement que l'on exige, que l'on manipule, que l'on insulte, que l'on dénigre, que l'on séduit, que l'on sollicite, que l'on informe et que l'on coordonne. Autrement dit, la langue est la matérialisation sensorielle de l'identité, qui se situe toujours en amont d'intérêts particuliers, et le socle sur lequel toute communauté érige l'arsenal des significations dont elle use pour appréhender son environnement et le maîtriser.

Au Québec, nous avons trop souvent confiné l'analyse de la question linguistique au cadre nord-américain, faute d'adopter une perspective interlinguistique globale et englobante qui restituerait au politique sa fertilité explicative quant à la perpétuité et à la nature impitoyable de la guerre asymétrique que la langue française se voit continuellement forcée de mener contre son insatiable rivale anglo-saxonne.

Cela suppose un exercice de lucidité hors de l'ordinaire, qui vise à transcender l'écorce affective dont l'être humain en-

robe instinctivement sa langue maternelle. Il ne s'agit pas de honnir la langue anglaise ni de lui refuser l'admiration qu'elle mérite, mais de reconnaître que sa « triple hégémonie » – dans le paysage linguistique canadien, sur le continent nord-américain et à l'échelle planétaire – sape les fondations de la pluralité linguistique qui constitue notre héritage commun.

Langue et pouvoir : les deux faces de la médaille

En levant le voile sur la genèse des structures linguistiques nationales et internationales, il devient plus aisé, pour celui qui anticipe un sort funeste pour sa langue, de comprendre la source de son insécurité linguistique et d'en tirer les remèdes politiques adéquats. Tout d'abord, il importe de saisir que deux ordres distincts – un ordre linguistique et un ordre politique – se chevauchent et se façonnent réciproquement, le pouvoir d'attraction de la langue étant indexé sur la valeur sociale de ses locuteurs, et vice-versa. Sauf pour l'utilisateur maternel, cette valeur découle essentiellement des rapports de pouvoir de nature économique, politique et sociale qu'entretiennent les communautés linguistiques dans un contexte social et historique donné. Le déclassement du français parlé par les Canadiens au lendemain de la Révolution française témoigne de cette osmose entre le pouvoir et la désirabilité sociale du langage : à cette même époque, l'aristocratie française et sa langue propre, jusque-là prééminentes, se sont vues supplantées par une nouvelle classe au sociolecte distinct, les

bourgeois de Paris. Quelques décennies plus tard, en constatant la caducité de leur parlure aux atours capétiens, les élites canadiennes-françaises ont dû la réaligner sur le français de ces nouvelles élites qui épuraient sans scrupule les traditions linguistiques divergentes dans toutes les régions de l'Hexagone à la faveur des leviers éducatifs de l'État républicain. Le groupe social qui tenait les rênes de l'appareil étatique se trouvait ainsi plus à même de propager son mode d'expression sur le territoire qu'il administrait souverainement et de cristalliser sa suprématie à travers l'imposition d'une norme linguistique, l'observance de celle-ci devenant la condition d'une estime sociale au sein de la société où elle s'applique.

Les groupes sociaux aux commandes de l'État s'appuient donc sur un prosélytisme linguistique qui facilite la diffusion de leurs valeurs et la défense de leurs intérêts idéels et matériels auprès de ceux et celles qu'ils assimilent. Ainsi naissent les hégémonies linguistiques nationales. Pour autant, aucune paix linguistique durable n'est possible, le groupe dominant ne pouvant faire autrement que de poursuivre sa croisade linguistique dans les pays voisins, où sa langue s'enracinera en l'absence d'institutions politiques fortes. Puissance de l'État oblige, la lutte gagne en portée, en férocité et en efficacité, à l'instar de tout ce que la modernité caresse de ses doigts ensanglantés.

Si l'ordre international est dénué d'une autorité suprême capable de réguler les rapports entre les unités politiques, force est d'admettre qu'il est sous-tendu par un *ordre interlinguistique* qui est tout autant dépourvu d'une autorité possédant les moyens ou la volonté de normaliser les relations entre les systèmes linguistiques. Ces codes, à l'image des sociétés humaines, évoluent, interagissent, se métissent et s'engloutissent, sans qu'aucun Léviathan puisse les contraindre à l'harmonie. Cependant, toutes les langues ne sont pas également outillées pour triompher de leurs antagonistes. Une infime minorité d'entre elles, les « langues officielles », tirent profit du patronage d'un ou de plusieurs États pour s'approprier de nouveaux usagers au détriment des autres langues, qui se trouvent défavorisées par une distribution inégale des ressources politiques, symboliques et économiques. Afin de parfaire leur ascendant symbolique, les États modernes européens, à l'instar de leurs forces armées, ont organisé, codifié, uniformisé et parfois simplifié leur véhicule langagier pour qu'il remporte la victoire sur le champ de bataille linguistique. Ce faisant, ils ont contribué à l'expansion irrépressible du cimetière des langues, que même d'anciens parlars hégémoniques, tels que le latin, sont venus engraisser.

Ainsi, il semble que, de tout temps, le destin des langues a été de succomber au cannibalisme de leurs semblables ; mais les cryptes où s'entassaient toutes les langues mortes au combat n'ont jamais été aussi remplies que durant les deux derniers siècles, marqués au fer rouge de l'impérialisme et de la mondialisation. Il est indéniable que l'avènement des moyens de communication et de transport modernes a amplifié le phénomène naturel de la *glottophagie* et permis aux langues des grandes puissances de prendre d'assaut les contrées que le corps vaste et imparfait de notre terre avait jusque-là gardées de leur voracité.

Tandis que les nations européennes rivalisaient d'ingéniosité et de sagacité politique, économique et militaire pour accumuler des ressources, les langues qu'elles promouvaient soutenaient leurs aspirations conquérantes en assimilant et en fabriquant un consensus culturel et identitaire partout où s'étendait l'ombre de leurs forteresses. D'une manière presque irrésistible, des agrégats de puissance et des pôles d'attraction linguistique se sont imposés conjointement, une poignée d'États arrivant à dresser leur langue au rang de *lingua franca* dans les limites de leur sphère d'influence. Qu'on pense à l'anglais en Amérique du Nord, au français en Afrique, au russe en Eurasie ou encore à l'espagnol en Amérique latine, le statut privilégié de ces langues, dans des territoires autrefois soumis à des administrations ayant détourné ces codes de leur évolution naturelle pour en faire des outils d'oppression et d'aliénation, démontre clairement le caractère inextricable des relations internationales et interlinguistiques.

Ce sont ces « langues-empires » que les individus en mal de capital linguistique sont le plus susceptibles de considérer, supputant minutieusement les atouts des unes et les vices des autres, pour les convertir à terme en gain politique, économique, affectif ou autre. Quant aux laissés-pour-compte de l'univers langagier, les idiomes n'ayant pas su susciter la reconnaissance symbolique de leur propre communauté politique, ils n'existent pour ainsi dire pas aux yeux de la plupart des individus qui peuplent cette terre.

C'est ainsi que de la puissance et de l'influence des populations francophones et des États qui embrassent cette identité dépendent en grande partie la force d'attraction et la pertinence de la langue française pour les allophones désireux de s'aventurer au-delà des barrières linguistiques. L'immensité et la compétitivité qui particularisent le marché linguistique, et l'investissement considérable que représente le processus d'apprentissage long et ardu d'une langue étrangère, font qu'une logique instrumentale dicte, à quelques exceptions près, la décision des individus d'emprunter ou non la voie francophone.

Quelle issue pour le français d'Amérique ?

Au 17^e siècle, la langue française s'est élevée au rang de langue hégémonique en Europe, couronne due au rayonnement intellectuel et aux arsenaux de sa patrie. Après sa déchéance au profit de l'anglais à l'époque de la guerre froide, elle est parvenue à se cramponner aux étages supérieurs de la pyramide internationale, grâce à son statut de langue traditionnelle de la diplomatie. Il serait toutefois malavisé d'avancer qu'elle coule des jours prospères en Amérique du Nord, chasse gardée de l'anglais, où elle était et est toujours synonyme de défaite et de « négritude » (comme l'atteste la célèbre prescription, décriée par Michèle Lalonde, exigeant des francophones qu'ils « parlent blanc »).

Si le français laurentien est solidement implanté au sein des institutions étatiques québécoises, il doit cependant composer avec la présence d'une tête de pont anglophone, au sud-ouest du territoire national, qu'il ne pourra contenir

tant et aussi longtemps que ses locuteurs n'aborderont pas les questions linguistiques avec clairvoyance, en tenant compte des rapports de domination qu'elles supposent. Les langues sont des louves pour les langues, et il relève de l'instinct de conservation sociale de leurs locuteurs de perfectionner les leviers politiques dont ils disposent pour résister au poids hégémonique de l'anglais.

Sur ce plan, la situation du Québec ressemble à celle des peuples polonais, baltes, ukrainien ou finlandais, qui dormaient jadis dans la même tanière que l'ours russe. Soumis à de violentes politiques de russification, ces peuples situés en périphérie de l'empire ont tiré parti des secousses politiques qui affaiblissaient la poigne du pouvoir central – notamment lors de la révolution bolchévique de 1917 ou de l'implosion de l'Union soviétique en 1991 – pour secouer le joug sous lequel ils vivaient. Émancipés de la tutelle du Kremlin, ils ont pu préserver leurs langues au moyen de politiques linguistiques contre-hégémoniques. Depuis, la primauté du russe n'a fait que s'étioler dans cette région du monde. Bien que le contexte canadien soit foncièrement différent de celui-là, l'histoire de ces peuples de résistants linguistiques présente des voies d'action qui pourraient inspirer les francophones d'Amérique en leur permettant d'alléger leur insécurité linguistique.

Moins bien pourvus sur le plan étatique, ces derniers devraient s'interroger sur les fruits qu'ils peuvent attendre d'un statu quo institutionnel et, inversement, sur ceux que pourrait entraîner une extension des pouvoirs de l'État québécois sur la structure de l'ordre interlinguistique, et ce, alors que la conjoncture internationale laisse présager un déclin de la force gravitationnelle des États-Unis et du Royaume-Uni, berceaux étatiques principaux de la langue anglaise dans le monde. À long terme, qui sait si les transformations politiques qui ont cours n'induiront pas un recul de l'influence anglo-saxonne sur l'échiquier interlinguistique, favorisant un nouvel équilibre dans les rapports de force entre l'anglais et les autres langues qui sont engagées dans un bras de fer plus ou moins conscient mais continu pour leur survie, et qui œuvrent, ce faisant, à la préservation d'une riche portion du patrimoine culturel de l'humanité ?

Au-delà de ces spéculations, il convient de garder à l'esprit que la valeur du français n'apparaît pas aussi clairement à un nouvel arrivant qu'à ses locuteurs maternels, notamment en raison du fait que notre langue partage une partie de son oxygène avec un idiome aux assises incomparables sur le continent. L'anglais exploite astucieusement l'anarchie linguistique de la « frontière montréalaise », là où la mêlée interlinguistique se profile le plus nettement, afin d'investir les bouches des nouveaux arrivants qui tendent à se rapprocher du pôle linguistique dont la fécondité sociale est la plus admise. Préférant le pouvoir de l'anglais au legs historique du français, plusieurs d'entre eux peuvent ainsi mener leur barque en milieu métropolitain sans se soucier d'acquérir une certaine familiarité avec la langue dominée. De leur côté, les francophones, habités par le savoir inconscient de leur faiblesse, ont tendance à hisser le drapeau blanc et à faire usage de l'anglais dès que survient une microcrise interlinguistique, renforçant ainsi à chaque occasion la confiance du dominant en la supériorité de sa langue.

D'aucuns clameront que la maîtrise de plusieurs langues n'a aujourd'hui rien d'inusuel. Mais s'il est vrai que les situations personnelles ou sociétales de plurilinguisme foisonnent dans notre monde polyphonique, il n'en demeure pas moins que, dans un espace donné, une langue parvient généralement à s'établir au faite de la colline publique et à s'arroger la part du lion. De coutume, ces langues dominantes abandonnent la sphère domestique à leurs concurrentes, qui revêtent alors souvent les oripeaux du folklore. Il faudrait être de mauvaise foi pour nier ce phénomène et douter de l'amère réalité des rapports de domination interlinguistiques.

Cela dit, il importe de garder la tête froide et de ne pas jeter l'anathème sur quelque communauté linguistique. Face à la situation de déséquilibre dans laquelle nous nous trouvons, et qui est largement tributaire de la configuration historique des relations de pouvoir en Amérique du Nord, la recherche d'une solution politique est de loin préférable à toute réaction émotive. Le refaçonnement de l'ordre interlinguistique suppose des transformations de fond de la structure politique. Il nous revient désormais de déterminer lesquelles sont les plus susceptibles de convenir au contexte québécois. ■

le port depuis 2007
de tête librairie



Librairie agréée
Livres neufs et d'occasion

262, avenue du Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2T 1P5
514 678 9566
librairie@leportdetete.com
institutions@leportdetete.com

Roman
Poésie
Théâtre
Bande dessinée
Jeunesse

Philosophie
Histoire
Sciences humaines
Sciences
Arts

269, avenue du Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2T 1P6
514 678 9566
librairie@leportdetete.com
institutions@leportdetete.com

www.leportdetete.com